

## Décision du maire n°2020/18 bis

### **OBJET : Marché de fournitures et de services – Renouvellement du contrat assistance juridique SVP**

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2312-1 à L.2312-4 et L.2321-1,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, notamment ses articles 31 à 37,

Vu la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 autorisant le maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fourniture, de service et des accords-cadres d'un montant inférieur à 90 000 € HT, en application de l'article L.2122-22 al 4 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1612-1 autorisant l'exécutif de la collectivité territoriale, jusqu'à l'adoption du budget de l'exercice auquel il s'applique, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente,

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 1,

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir se référer à une veille juridique et se faire assister juridiquement dans certaines démarches administratives,

### **Le maire de Champagne au Mont d'Or décide :**

**Article 1<sup>er</sup> :** De conclure avec la société SVP située à Saint Ouen (93) un marché de fournitures et de services pour un montant de 3 600,00 € TTC, pour le renouvellement du contrat annuel SVP assistance juridique.

**Article 2 :** Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2020 au compte 6226 « Honoraires ».

**Article 3 :** La présente décision fera l'objet d'une information sans délai auprès des conseillers municipaux en application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

**Article 4 :** La direction générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Rhône,
- Monsieur le trésorier de Tassin la Demi-Lune.

A Champagne au Mont d'Or,  
Le 10 avril 2020

**Bernard DEJEAN**

Maire

